

Le Compte Administratif de la Région pour l'exercice 2017, qui est présenté à votre approbation, est la traduction budgétaire du bilan d'activités de notre collectivité pour l'exercice 2017.

Il comprend :

- la prévision 2017 en dépenses et recettes, constituée par le Budget Primitif amendé par Décisions Modificatives et Budget Supplémentaire,
- l'état des réalisations au 31 décembre 2017 de ces prévisions,
- le résultat de l'exercice déterminé selon les règles de l'instruction budgétaire et comptable M71,
- les propositions de reports en dépenses et en recettes sur l'exercice 2018,
- des annexes fournissant des éléments d'information utiles pour la compréhension de la situation financière de notre collectivité.

La présentation ci-après, hors calcul du résultat, est faite **en mouvements réels**, c'est-à-dire hors mouvements d'ordre qui sont des écritures uniquement internes au budget et équilibrées en dépenses et recettes.

Elle concerne essentiellement le budget principal. Les budgets annexes et budgets autonomes sont exposés dans la présentation technique ci-jointe.

En grandes masses et en mouvements réels, les réalisations sont les suivantes :

- les engagements comptables (COMPerm) pris en 2017 s'élèvent à 899,5 M€, soit un taux de réalisation des prévisions budgétaires de 95,0%, en augmentation globalement de 64,9 % par rapport à l'exercice 2016,

	prévisions	eng. compt.	2016	e/prév.	struct.	évol.
fonctionnement	317 668 217,34	299 214 116,77	288 598 624,98	94,2%	33,3%	3,7%
investissement	629 565 200,00	600 266 049,33	256 995 416,40	95,3%	66,7%	133,6%
total	947 233 417,34	899 480 166,10	545 594 041,38	95,0%	100%	64,9%

- en dépenses, les mandatements s'élèvent à 1 181,2 M€, soit un taux de réalisation des prévisions budgétaires de 78,0% et une diminution de -12,4% par rapport à 2016,

	prévisions	mandatements	2016	m/prév.	struct.	évol.
fonctionnement	499 426 348,34	470 131 623,76	414 791 646,08	94,1%	39,8%	13,3%
investissement	1 014 056 615,39	711 023 970,90	933 276 011,76	70,1%	60,2%	-23,8%
total	1 513 482 963,73	1 181 155 594,66	1 348 067 657,84	78,0%	100,0%	-12,4%

- en recettes, les titres émis s'élèvent à 1 265,6 M€, soit un taux de réalisation des prévisions budgétaires de 83,6 % et une diminution de -8,1% par rapport à 2016,

	prévisions	titres émis	2016	r/prév.	struct.	évol.
fonctionnement	595 034 166,50	607 899 099,26	509 388 216,66	102,2%	48,0%	19,3%
investissement	918 448 797,23	657 666 367,84	867 634 587,94	71,6%	52,0%	-24,2%
total	1 513 482 963,73	1 265 565 467,10	1 377 022 804,60	83,6%	100,0%	-8,1%

Les enseignements qui peuvent être dégagés de ce Compte Administratif sont les suivants :

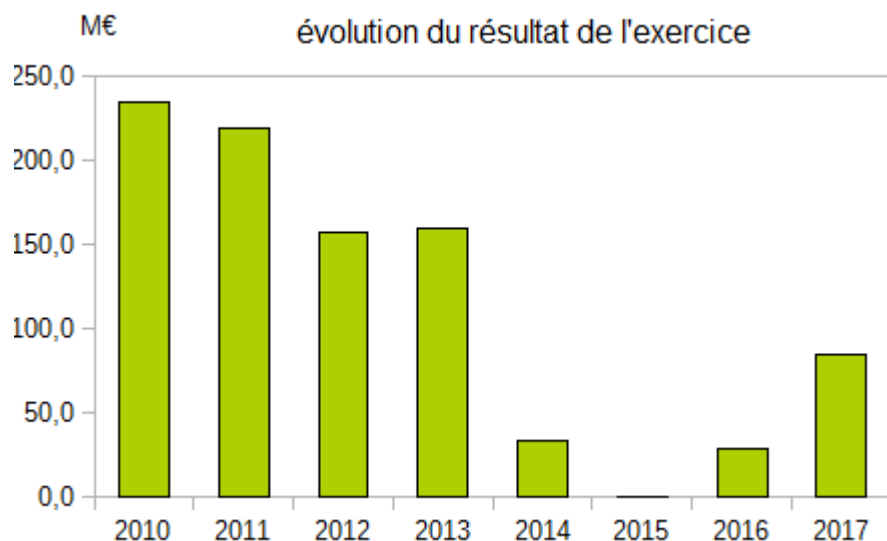
un résultat positif de 84,410 M€

Avec la nomenclature budgétaire et comptable M71, le résultat se calcule section par section (différence entre les émissions de titres de recettes et de mandats de dépenses) en intégrant le résultat reporté de l'exercice précédent ainsi que les restes à réaliser de la seule section d'investissement.

Les étapes de ce calcul sont décrites dans la présentation technique ci-après et se caractérisent principalement dans leurs grandes masses par :

- un résultat de la section de fonctionnement au solde excédentaire de (+) 152,45 M€,
- un solde réglementaire de la section d'investissement déficitaire de (-) 68,04 M€,
- une mobilisation de l'emprunt pour le financement de la NRL.

Sur ces bases, le résultat de l'exercice 2017, s'élève à 84,410 M€ contre 28,955 M€ en 2016.



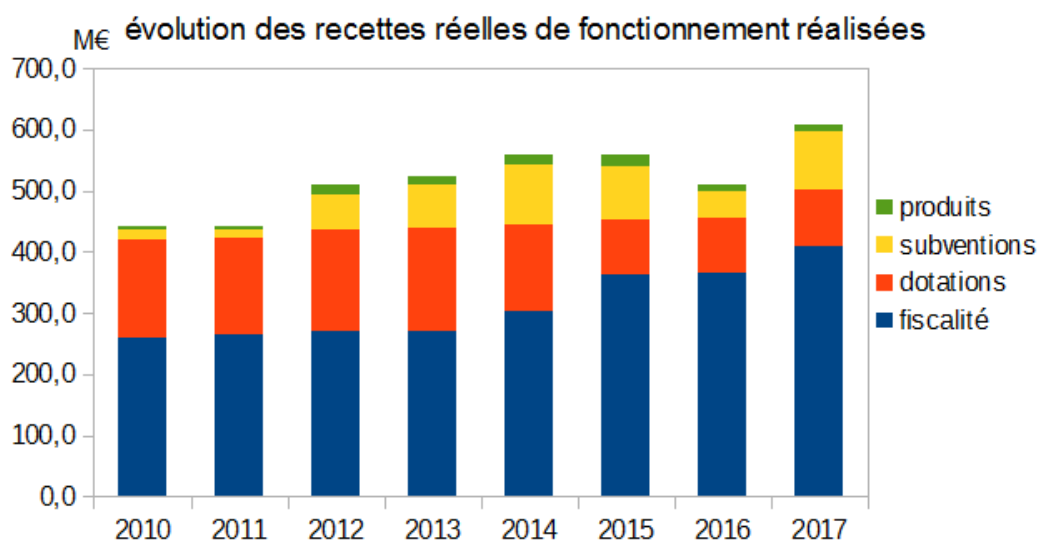
Après prise en compte des restes à réaliser en section d'investissement en recettes, le résultat cumulé est de 85,1 M€ contre 36,0 M€ en 2016.

L' affectation de ce résultat se fera pour partie en financement 2018 de la NRL, pour le solde à la couverture des nouvelles actions.

une augmentation globale des recettes de fonctionnement liée principalement à la hausse des recettes de transfert (subventions)

Les recettes réelles de fonctionnement, se composent de produit récurrents : recettes fiscales, dotations versées par l'État, produits de gestion mais également de recettes ponctuelles provenant de subventions diverses.

Les prévisions de recettes réelles de fonctionnement 2018 s'élèvent à 595,0 M€ dont 68% de recettes fiscales, 15% de dotations de l'État, 15% de subventions et 1% de produits divers.



Les réalisations s'élèvent à 607,9 M€ soit un taux de réalisation de 102,2%, en hausse de 19,3% par rapport à 2016.

Cette hausse s'explique par la progression de la fiscalité directe, liée à l'augmentation de 112,5 % de la CVAE dont 25 points sont désormais affectés au financement de l'activité transport de personnes ; en effet, suite au transfert de compétence intervenu entre le Département et la Région, ce montant progresse de 23,5 M€ à 49,9 M€ par rapport à l'année précédente.

Les dotations versées par l'État en 2017 s'élèvent à 92 609 444,46 € et se composent de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) et de la Dotation Générale de Décentralisation (DGD). Elles augmentent de 5,5 % par rapport à 2016 et enregistrent un double mouvement contradictoire en raison, d'une part, du premier versement de 8 080 643 € concernant le fonds de soutien exceptionnel aux régions en matière de développement économique et, d'autre part, de la baisse de la DGF forfaitaire au titre de la contribution au redressement des finances publiques qui pour la Région s'est élevée à 3 837 868 € en 2017.

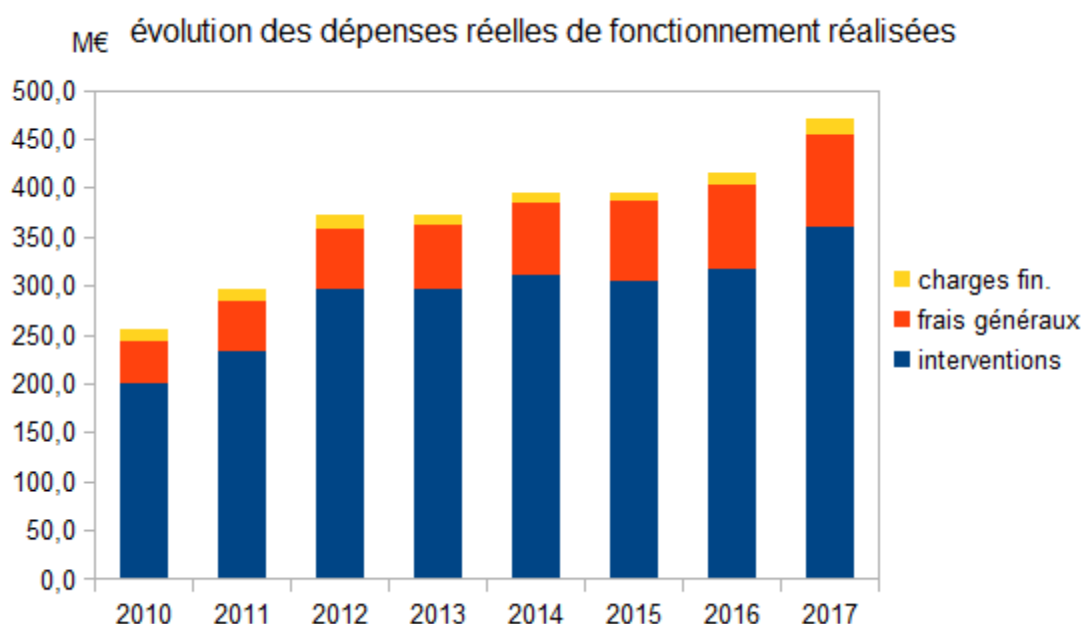
Les subventions perçues sur 2017 progressent de 119,9 % en raison principalement de l'inscription de la subvention globale FSE concernant les programmes opérationnels 2007/2013 à hauteur de 35,8 M€

(+201,5%) et 2014/2020 pour un montant de 38,7 M€ (+100%). Le soutien de la Région Réunion au Plan 500 000 emplois a bénéficié du versement du solde de la subvention État avec pour conséquence une progression des subventions État de 68,8 % par rapport à l'exercice 2016.

Enfin, il est rappelé qu'il n'a été procédé à aucune augmentation de taux de fiscalité locale indirecte en 2017.

une augmentation des dépenses globales de fonctionnement réalisées en 2017 par rapport à celles de l'exercice 2016

En mouvements réels, les prévisions de dépenses de fonctionnement s'élèvent à 499,4 M€.



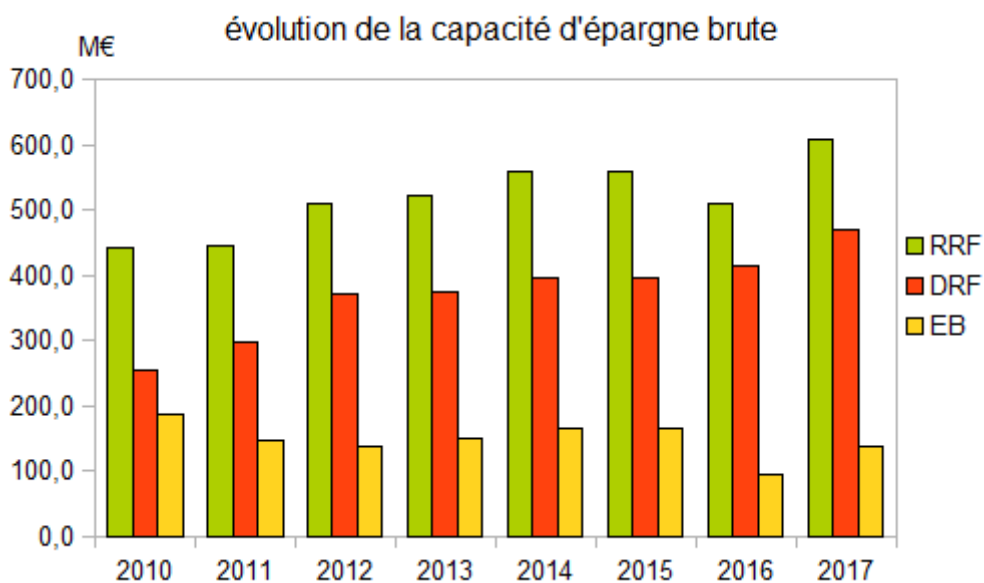
Sur ce montant, les dépenses d'intervention ventilées dans une grande fonction (formation, enseignement, ...) représentent 76%, les services généraux de l'institution 20% et les intérêts de la dette et provisions diverses 4%.

Les mandatements s'élèvent à 470,1 M€ soit un taux de réalisation de 94,1 %.

Par rapport à 2016, les dépenses réelles de fonctionnement progressent de 13,3%.

un niveau d'épargne brute de 137,8 M€, en hausse en raison du gain de recettes de fonctionnement (fiscalités, dotations État, subventions FSE)

L'épargne brute est constituée du surplus de recettes de fonctionnement par rapport aux dépenses de fonctionnement. Elle est destinée à participer au financement des dépenses d'investissement.



Ainsi calculée à partir des réalisations en mouvements réels, l'épargne brute dégagée en 2017 s'élève à 137,8 M€ contre 94,6 M€ en 2016. Elle représente 23% des recettes réelles de fonctionnement.

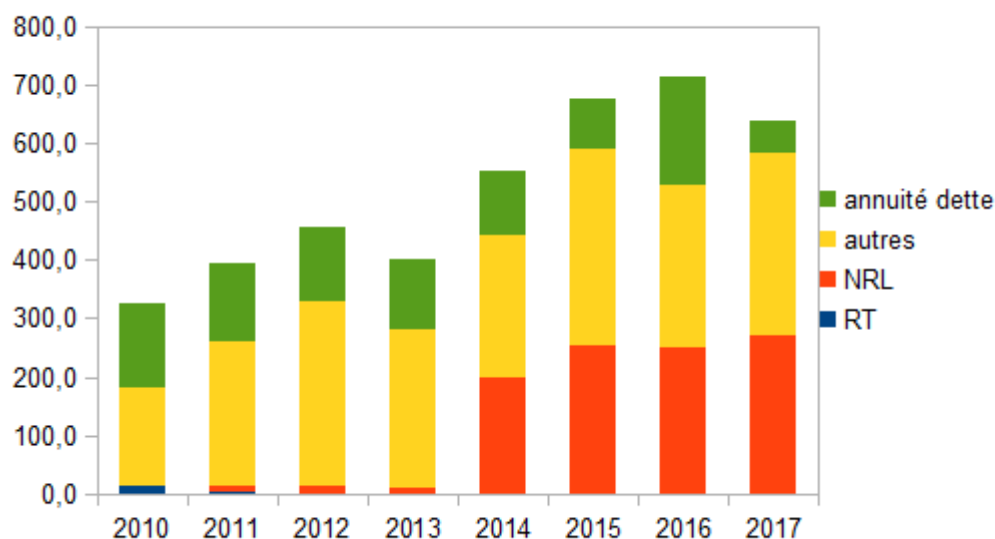
Le montant d'épargne brute dégagée en 2017 résulte d'un double mouvement : hausse des recettes fiscales (CVAE) et de transfert (dotations État et subventions FSE en provenance de l'Europe) et pression moins forte des dépenses d'intervention en Formation professionnelle, Éducation et Transport. Ainsi, alors que les dotations et subventions ont subi une augmentation notable de 43,5 %, les trois domaines de compétences ci-dessus mentionnés (qui représentent 61 % du total des dépenses réelles de la collectivité) ne se sont accrus que de 16 %.

A titre de référence, l'épargne brute de la tranche 2017 de la trajectoire d'équilibre présentée en 2017 s'élève à 108,8 M€. Cette tranche n'intégrait pas en totalité la hausse des subventions européennes.

un volume élevé d'investissement (60 % des dépenses totales) qui soutient une bonne part de la commande publique et l'emploi local

En mouvements réels, les prévisions de dépenses d'investissement s'élèvent à 1 014,056 M€. Sur ce montant, les dépenses d'équipement représentent 635,225 M€ (62,6 %), et l'annuité normale de remboursement de la dette 37,5 M€ (3,6 %), hors opération de gestion active et avance de préfinancement de FCTVA.

M€ évolution des dépenses d'investissement réalisées



Les mandatements s'élèvent à 639,2 M€ soit 583,8 M€ de dépenses d'équipement et 55,4 M€ d'annuité de dette en capital et autres mouvements de capitaux.

Le taux global de réalisation des dépenses d'investissement est de 72,5% par rapport aux prévisions totales de la section. Pour les seules dépenses en mouvements réels et hors opérations non ventilées, il est de 91,9 %

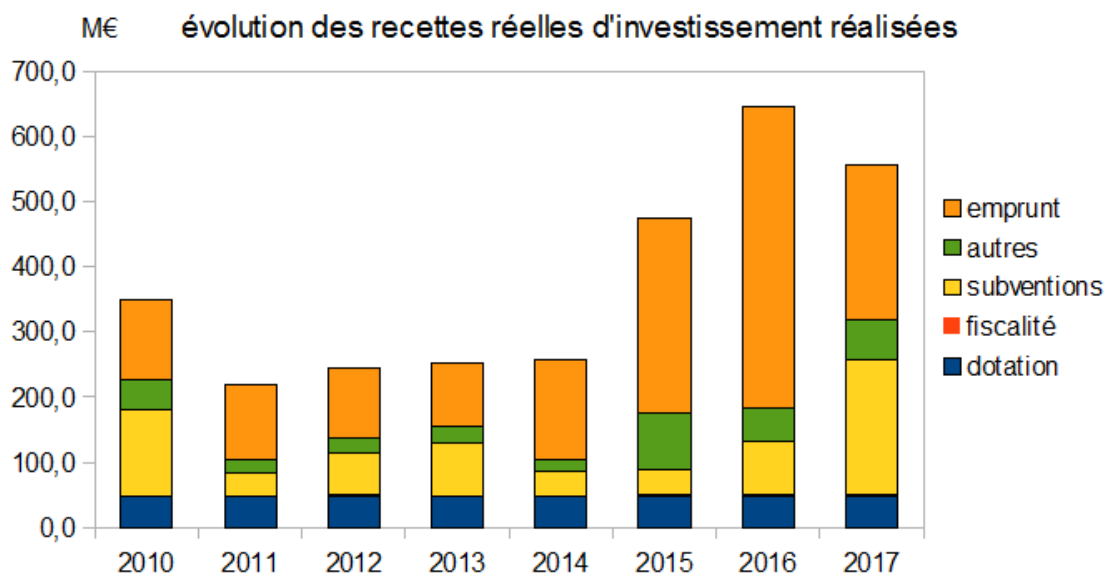
La diminution des réalisations par rapport à 2016 (-74,0 M€), s'explique par la non reconduction des mouvements de capitaux (-133,0 M€) réalisés dans le cadre d'une opération de gestion active de la dette, sans impact sur l'équilibre budgétaire, car égale en dépenses et recettes, ainsi que par un moindre appel de subvention de la part des communes bénéficiaires du plan de relance notamment pour la réhabilitation de leur propre patrimoine culturel et sportif. Par contre, la progression des dépenses économiques est motivée par l'obligation de justifier d'un volume financier suffisant afin de percevoir le deuxième versement du fonds de soutien exceptionnel aux régions en matière de développement économique

Le remboursement de la dette et autres mouvements financiers (55,4 M€) intègre, outre l'annuité de remboursement normale (35,9M€), le remboursement de 19,5 M€ d'une partie de l'avance accordée par la CDC pour le préfinancement du FCTVA.

Une diminution globale des recettes d'investissement due à celle du recours à l'emprunt mais compensée partiellement par une progression des subventions

Les recettes d'investissement se composent d'une dotation de l'État pour l'enseignement secondaire, d'une recette Octroi de mer affectée au Fonds Régional pour le Développement Économique, des subventions versées par l'Europe et l'État notamment pour la NRL (AFITT), de recettes diverses dont le FCTVA ainsi que le résultat affecté en 2016 au financement de la section d'investissement.

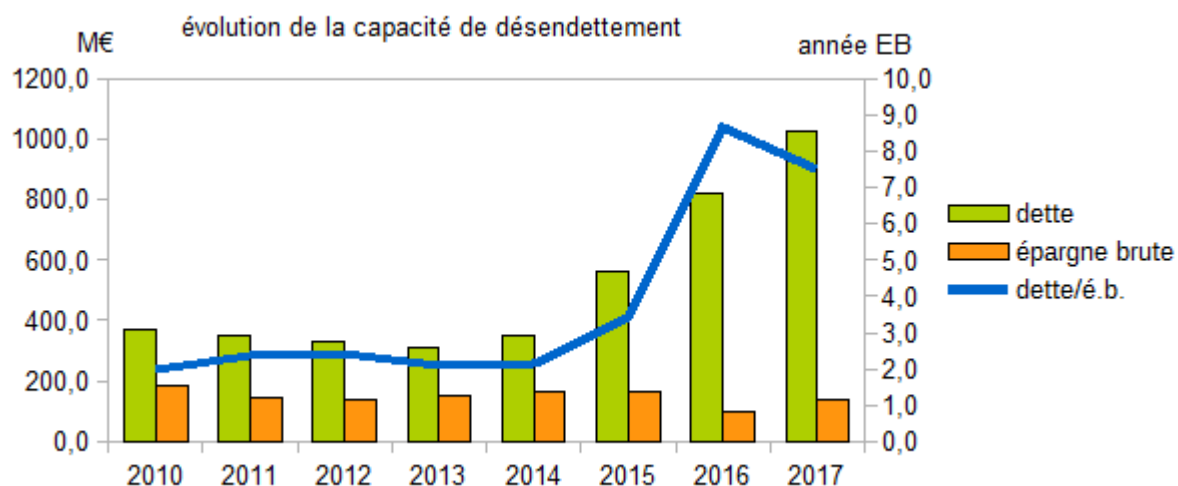
Les prévisions, hors résultat de l'exercice antérieur (100,7 M€) s'élèvent à 817,7 M€. Sur ce montant, les dotations représentent 6 %, les subventions 26 %, les autres recettes (dont FCTVA) 8 % et le recours à l'emprunt (dont l'opération financière) 60 %.



Hors résultat antérieur, les réalisations s'élèvent à 556,9 M€ dont 46,9 M€ de dotations (DRES) soit 8,42 % des recettes totales, 2,1M€ de fiscalité (octroi de mer FRDE) soit 0,37 % des recettes totales, 207,5 M€ de subventions soit 37,25 % des recettes totales, comprenant pour la première fois la participation de 100 M€ de l'AFITT, 61,4 M€ de recettes diverses (dont FCVA) soit 11,03 % des recettes totales et 239,0 M€ d'emprunt soit 42,92 % des recettes totales.

Le taux de réalisation des prévisions de recettes d'investissement est de 68,1 %. Hors prévision non utilisée de 250 M€ en billets de trésorerie, ce taux s'élève cependant à 85 %. Compte - tenu du montant d'emprunt réalisé, soit 239,0 M€, l'endettement de la collectivité à fin 2017 s'établit à 1 028,4 M€ soit un taux d'endettement de 169,2 % (hors remboursement à la CDC du préfinancement de la TVA).

Afin d'apprécier le niveau d'endettement d'une collectivité, le tableau ci-dessous présente l'un des ratios communément utilisé : la capacité dynamique de désendettement qui consiste à rapporter la dette au niveau d'épargne brute dégagée.



A fin 2017, le ratio pour la Région Réunion est de 7,5 années d'épargne brute contre 8,7 années en fin 2016 ; pour l'ensemble des régions de France, ce ratio de désendettement a été de 5,4 années en 2016.

Pour information, cette capacité de désendettement 2017, qui est à évaluer au regard des nouvelles obligations imposées par l'État (croissance maximale de 1,2 % des dépenses réelles de fonctionnement durant les trois prochaines années), a fait l'objet d'une analyse rétro-prospective dans le cadre de l'actualisation de la trajectoire d'équilibre de la Région. Cette trajectoire a été présentée lors du vote du Budget Primitif 2018.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer,

Le Président

**Compte Administratif de la Région Réunion
pour l'exercice 2017**

Présentation technique

Le budget de la Région comprend un budget principal, trois budgets annexes et deux budgets autonomes qui seront détaillés selon le plan ci-après :

BUDGET PRINCIPAL

- 1 - prévisions budgétaires
 - 1.1 – prévisions budgétaires en recettes
 - 1.2 – prévisions budgétaires en dépenses
- 2 - réalisations globales en D et R et détermination du Résultat
 - 2.1 - réalisations globales recettes
 - 2.2 - réalisations globales dépenses

- 2.3 - détermination du résultat
- 3 - les réalisations en D et R en section de Fonctionnement en mouvements réels
 - 3.1 - réalisations dépenses de fonctionnement
 - 3.1.1 - engagement
 - 3.1.2 - mandatement
 - 3.2 - réalisations recettes de fonctionnement
- 4 - les réalisations en D et R en section d'Investissement en mouvements réels
 - 4.1 - réalisations dépenses d'investissement
 - 4.1.1 - engagement
 - 4.1.2 - mandatement
 - 4.2 - réalisations recettes d'investissement et restes à réaliser
- 5 - les écritures d'ordre budgétaires
- 6 – rapprochement CA et trajectoire d'équilibre budgétaire

BUDGETS ANNEXES

- 1 - production et distribution d'énergie
- 2 - intervention sous forme de DSP (musées régionaux)
- 3 - transport

BUDGET CONSOLIDE (Budget Principal + Budgets annexes)

BUDGETS AUTONOMES

- 1 - POE FEDER 2014-2020
- 2 - INTERREG V OI 2014-2020

BUDGET PRINCIPAL :

1 – prévisions budgétaires :

Les prévisions budgétaires 2017, équilibrées en dépenses et recettes, s'élève à 1 902 418 407,89 €. Elles se sont constituées à l'occasion du BP (78% du budget définitif) et deux DM (22%). A noter une DM technique pour intégrer des opérations patrimoniales en fin d'exercice.

Par rapport à 2016 (1 811 606 449,52 €) les prévisions augmentent globalement de 5 % soit 12 % en fonctionnement et 1 % en investissement.

Selon que l'on distingue les dépenses et recettes par mouvements réels et mouvements d'ordre, les évolutions s'établissent ainsi :

1.1 – prévisions budgétaires en recettes

recettes	Prévisions 2017	Prévisions 2016	Evol 2017/2016
fonctionnement	741 697 979,50	659 483 324,15	12%
mouv. réels	595 034 166,50	538 054 832,00	11%
mouv. d'ordre	146 663 813,00	121 428 492,15	21%
investissement	1 160 720 428,39	1 152 123 125,37	1%
mouv. réels	918 448 797,23	889 969 296,16	3%
mouv. d'ordre	242 271 631,16	262 153 829,21	-8%
total	1 902 418 407,89	1 811 606 449,52	5%
mouv. réels	1 513 482 963,73	1 428 024 128,16	6%
mouv. d'ordre	388 935 444,16	383 582 321,36	1%

En mouvements réels, l'évolution des prévisions en recettes par rapport à 2016 est de 11 % en fonctionnement et 3 % en investissement.

En mouvements d'ordre, l'évolution par rapport à 2016 est de 21% en fonctionnement et -8 % en investissement.

1.2 – prévisions budgétaires en dépenses

dépenses	Prévisions 2017	Prévisions 2016	Evol 2017/2016
fonctionnement	741 697 979,50	659 483 324,15	12%
mouv. réels	499 426 348,34	436 329 494,94	14%
mouv. d'ordre	242 271 631,16	223 153 829,21	9%
investissement	1 160 720 428,39	1 152 123 125,37	1%
mouv. réels	1 014 056 615,39	991 694 633,22	2%
mouv. d'ordre	146 663 813,00	160 428 492,15	-9%
total	1 902 418 407,89	1 811 606 449,52	5%
mouv. réels	1 513 482 963,73	1 428 024 128,16	6%
mouv. d'ordre	388 935 444,16	383 582 321,36	1%

En mouvements réels, l'évolution des prévisions en dépenses par rapport à 2016 est en effet de 14 % en fonctionnement et 2% en investissement.

En mouvements d'ordre, l'évolution par rapport à 2016 est de 9 % en fonctionnement et -9 % en investissement.

2 – les réalisations globales en recettes et dépenses et détermination des résultats :

2.1 – les réalisations globales de recettes :

Les prévisions de recettes en mouvements budgétaires s'élèvent à 1 902 418 407,89 € dont 1 513 482 963,73 € en mouvements réels et 388 935 444,16 € en mouvements d'ordre.

code	libellé	prévisions	réalisations	reports	2016	r/p	évol
opérations ventilées		403 532 300,00	410 595 403,48	693 778,00	229 843 225,48	101,8%	78,6%
0	services généraux	72 748 500,00	82 730 036,36	0,00	28 609 466,90	113,7%	189,2%
1	formation profession.	73 436 900,00	73 631 630,26	0,00	66 575 976,55	100,3%	10,6%
2	enseignement	50 573 500,00	51 684 450,15	0,00	59 859 614,71	102,2%	-13,7%
3	culture sports et loisirs	1 113 000,00	886 398,93	0,00	2 100 976,83	79,6%	-57,8%
4	santé et action sociale	0,00	10 744,05	0,00	0,00		
5	aménagement	139 000,00	614 636,28	0,00	222 214,08	442,2%	176,6%
7	environnement	2 550 000,00	2 048 189,22	693 778,00	83 056,28	80,3%	2366,0%
8	transports	200 888 400,00	198 267 935,72	0,00	71 922 724,83	98,7%	175,7%
9	action économique	2 083 000,00	721 382,51	0,00	469 195,30	34,6%	53,7%
opérations non ventilées		1 498 886 107,89	1 101 866 891,65	0,00	1 420 298 172,05	73,5%	-22,4%
en mouvements réels		1 109 950 663,73	854 970 063,62	0,00	1 147 179 579,12	77%	-25,5%
en mouvements d'ordre		388 935 444,16	246 896 828,03	0,00	273 118 592,93	63,5%	-9,6%
total recettes		1 902 418 407,89	1 512 462 295,13	693 778,00	1 650 141 397,53	79,5%	-8,3%

En mouvements réels, les réalisations s'élèvent globalement à 1 265 565 467,10 € et se décomposent en fiscalité 411 780 552,95 € (33%), dotations 139 520 480,46 € (11%), subventions 303 254 083,40 € (24%), recettes diverses 71 240 180,80 € (6%), emprunt 239 000 000,00 € (19%) et résultat antérieur 100 770 169,49 € (8%).

	prévisions	réalisations	reports	2016	r/p	évol
fiscalité	410 319 833,50	411 780 552,95	0,00	369 951 058,23	100,4%	11,3%
fiscalité directe	91 092 778,50	90 948 901,50	0,00	61 853 366,62	99,8%	47,0%
fiscalité indirecte	319 227 055,00	320 831 651,45	0,00	308 097 691,61	100,5%	4,1%
dotations Etat	139 072 196,00	139 520 480,46	0,00	134 677 064,00	100,3%	3,6%
subventions	305 245 245,00	303 254 083,40	693 778,00	126 122 634,95	99,3%	140,4%
Europe	188 400 300,00	184 350 452,93	693 778,00	88 679 179,67	97,9%	107,9%
Etat	114 235 300,00	115 202 398,04	0,00	36 341 916,76	100,8%	217,0%
autres	2 609 645,00	3 701 232,43	0,00	1 101 538,52	141,8%	236,0%
autres recettes	68 460 000,00	71 240 180,80	0,00	61 398 554,91	104,1%	16,0%
produits	6 664 492,00	9 798 303,44	0,00	11 191 754,63	147,0%	-12,5%
FCTVA	57 000 000,00	59 665 895,13	0,00	49 154 696,96	104,7%	21,4%
autres	4 795 508,00	1 775 982,23	0,00	1 052 103,32	37,0%	68,8%
emprunt	489 615 519,74	239 000 000,00	0,00	464 117 646,00	48,8%	-48,5%
résultat antérieur	100 770 169,49	100 770 169,49	0,00	220 755 846,51	100,0%	-54,4%
total MR	1 513 482 963,73	1 265 565 467,10	693 778,00	1 377 022 804,60	83,6%	-8,1%

Par rapport à 2016, les recettes réelles diminuent de -8,1%. Cette diminution est essentiellement due à celle des lignes emprunt (-48,5%) et résultat antérieur (-54,4%).

Les restes à réaliser en recettes s'élèvent à 693 778,00 € et concernent des subventions attendues de l'Europe (PO FEDER 2014-2020).

2.2 – les réalisations globales de dépenses :

Les prévisions en crédits de paiement s'élèvent à 1 902 418 407,89 € dont 1 513 482 963,73 € en mouvements réels et 388 935 444,16 € en mouvements d'ordre.

code	libellé	prévisions	réalisations	reports	2016	r/p	évol
	opérations ventilées	1 110 756 923,00	1 033 394 656,31	0,00	931 324 322,79	93,0%	11,0%
0	services généraux	105 426 108,30	96 322 920,79		91 639 695,96	91,4%	5,1%
1	formation professionnelle	131 990 900,00	130 871 390,40		124 080 296,74	99,2%	5,5%
2	enseignement	183 586 463,53	179 403 114,11		175 865 406,99	97,7%	2,0%
3	culture sports et loisirs	51 662 900,00	45 225 456,63		52 100 790,36	87,5%	-13,2%
4	santé et action sociale	2 172 956,00	1 514 301,39		1 287 700,73	69,7%	17,6%
5	aménagement	29 842 054,30	19 250 365,69		8 697 825,27	64,5%	121,3%
7	environnement	33 395 768,17	26 033 488,77		21 798 866,17	78,0%	19,4%
8	transports	483 633 996,70	459 350 220,60		410 752 140,48	95,0%	11,8%
9	action économique	89 045 776,00	75 423 397,93		45 101 600,09	84,7%	67,2%
	opérations non ventilées	791 661 484,89	394 657 766,38	0,00	689 861 927,98	49,9%	-42,8%
	divers chapitres	4 253 048,00	4 076 524,21		502 579,00	95,8%	711,1%
	opérations financières	326 657 970,00	71 869 391,41		196 213 144,37	22,0%	-63,4%
	opérations patrimoniales	0,00	0,00		39 000 000,00		-100,0%
	transferts entre section	388 935 444,16	246 896 828,03		234 118 592,93	63,5%	5,5%
	résultat n-1	71 815 022,73	71 815 022,73		220 027 611,68	100,0%	-67,4%
	total	1 902 418 407,89	1 428 052 422,69	0,00	1 621 186 250,77	75,1%	-11,9%

Le total des réalisations de dépenses s'élèvent à 1 428 052 422,69 € dont 1 181 155 594,66 € en mouvements réels et 246 896 828,03 € en mouvements d'ordre.

Par rapport aux réalisations 2016, les dépenses totales (Dépenses d'ordre et réelles – en sections de fonctionnement et d'investissement) diminuent de -11,9 %. Pour ces dépenses, mais uniquement en mouvements réels, la diminution est de -12,4 %.

Pour l'ensemble des sections, en application du règlement budgétaire et financier, il est proposé l'abandon systématique des crédits de paiement non utilisés en fin d'exercice.

2.3 – la détermination du résultat :

Avec l'instruction budgétaire et comptable M71, le vote du Compte Administratif et du Compte de Gestion constitue l'arrêté des comptes de la Région.

Cet arrêté des comptes permet de dégager :

- le résultat proprement dit (section de fonctionnement),
- le solde d'exécution de la section d'investissement,
- les restes à réaliser des deux sections.

Le résultat de la section de fonctionnement est constitué par le cumul du résultat de l'exercice (titres émis en recettes – mandats émis en dépenses) et du résultat reporté.

Les prévisions budgétaires étant équilibrées en dépenses et recettes, le résultat est influencé par les écarts liés au taux d'exécution ainsi que la non exécution, pendant l'exercice, du virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement, c'est-à-dire de la capacité d'épargne dégagée en fonctionnement.

Le solde d'exécution de la section d'investissement est constitué par le cumul du solde des émissions de titres de recettes et de mandats de dépenses de l'exercice et du résultat reporté.

Ce solde complété des restes à réaliser en dépenses et recettes fait ressortir soit un besoin de

financement soit un excédent de financement, sachant que le virement de la section de fonctionnement vers la section d'investissement n'est pas effectué dans l'exercice.

Le besoin de financement de la section d'investissement devra être couvert, lors du vote du Budget Supplémentaire, par l'affectation du résultat excédentaire de la section de fonctionnement.

Ainsi déterminé, le résultat du Compte Administratif 2017 de la Région se présente comme suit :

	dépenses	recettes	résultat
Réalisations 2017	586 240 499,05	738 687 052,00	152 446 552,95
Résultat 2016 reporté	0,00	0,00	0,00
résultat de la SF	586 240 499,05	738 687 052,00	152 446 552,95
Réalisations 2017	769 996 900,91	673 005 073,64	-96 991 827,27
Résultat 2016 reporté	71 815 022,73	100 770 169,49	28 955 146,76
résultat de la SI	841 811 923,64	773 775 243,13	-68 036 680,51
résultat de l'exercice	1 428 052 422,69	1 512 462 295,13	84 409 872,44
restes à réaliser de la SI	0,00	693 778,00	693 778,00
résultat cumulé	1 428 052 422,69	1 513 156 073,13	85 103 650,44

La section de fonctionnement dégage un excédent de 152 446 552,95 € et la section d'investissement un déficit de 68 036 680,51 €, soit un résultat global de clôture de l'exercice de 84 409 872,44 €, conforme à celui du Compte de Gestion de Monsieur le Payeur Régional.

Ce résultat de l'exercice complété des restes à réaliser en investissement, soit 693 778 € en recettes, permet de dégager un résultat cumulé de 85 103 650,44 € sur l'exercice 2017.

A titre d'information, le résultat depuis 2015 a évolué comme suit :

(en millions €)

résultat	2015	2016	2017
en fonctionnement	220,8	100,8	152,4
en investissement	-220,0	-71,8	-68,0
de l'exercice	0,8	29,0	84,4
cumulé	27,0	36,0	85,1

Les dépenses réalisées en 2017 au titre de la construction de la Nouvelle Route du Littoral (soit 271 392 518,67 €), mais aussi des Grands Chantiers Régionaux et du Plan de Relance Régional ont nécessité une mobilisation d'emprunts important en 2017 soit 239 000 000 €. Le résultat de l'exercice sera affecté en partie, en 2018, au financement de la NRL par diminution du recours prévu à l'emprunt, pour cette opération, au BP 2018.

3 – les réalisations en dépenses et recettes en section de fonctionnement :

3.1 – les réalisations de dépenses de fonctionnement :

3.1.1 – engagement :

Conformément à la réglementation en vigueur et au règlement budgétaire et financier de la collectivité, les dépenses de la section de fonctionnement sont gérées en autorisations d'engagement et crédits de paiement (AE/CP) à l'exclusion des dépenses de personnel, des taxes et impôts ainsi que des intérêts de la dette.

Les autorisations d'engagement (AE) ouvertes au budget 2017 s'élèvent à 317 668 217,34 €.

Sur ce total, les AE votées au titre de la formation professionnelle et l'apprentissage, soit 122 300 000,00€ représentent 38,5% des capacités d'engagement ouvertes en fonctionnement.

ch.	fonctions	BP	prévisions	engagement	e/p	annulations	2016
930	services généraux	34 084 617,00	34 484 367,00	32 431 059,70	94,0%	2 053 307,30	27 372 540,71
931	formation professionnelle	114 400 000,00	122 300 000,00	117 707 728,20	96,2%	4 592 271,80	124 383 483,69
932	enseignement	31 137 600,34	32 137 600,34	31 693 297,02	98,6%	444 303,32	29 263 971,99
933	culture sports et loisirs	16 400 000,00	17 100 000,00	16 749 576,82	98,0%	350 423,18	17 165 089,06
934	santé et action sociale	1 846 667,00	1 824 667,00	1 602 106,59	87,8%	222 560,41	1 449 755,08
935	aménagement	2 172 000,00	2 172 000,00	1 636 790,27	75,4%	535 209,73	1 942 084,48
937	environnement	25 018 333,00	25 515 933,00	18 435 855,89	72,3%	7 080 077,11	20 999 793,32
938	transports	34 813 100,00	46 813 100,00	46 281 090,48	98,9%	532 009,52	37 045 245,14
939	action économique	31 808 000,00	34 807 800,00	32 626 420,33	93,7%	2 181 379,67	28 913 404,29
944	groupes élus	90 500,00	90 500,00	50 191,47	55,5%	40 308,53	63 257,22
952	dépenses imprévues	600 000,00	422 250,00	0,00	0,0%	422 250,00	0,00
total AE		292 370 817,34	317 668 217,34	299 214 116,77	94,2%	18 454 100,57	288 598 624,98

Les engagements comptables effectués en 2017 (au niveau du Conseil Régional ou de la Commission Permanente) s'élèvent à 299 214 116,77€ soit un taux de réalisation de 94,2%. Par rapport à 2016, ces engagements progressent de 3,7%.

Conformément au règlement budgétaire et financier, les AE et AP non engagées comptablement en fin d'exercice sont proposées en annulation.

3.1.2 – mandatement :

En mouvements budgétaires, les prévisions de crédits de paiement inscrits en fonctionnement s'élèvent à 741 697 979,50 € dont 499 426 348,34 € en mouvements réels et 242 271 631,16 € en mouvements d'ordre.

chap	libellé	prévisions	réalisations	reports	2016	r/p	évol
opérations ventilées		475 532 315,34	449 581 878,64	0,00	403 037 952,51	94,5%	11,5%
930	services généraux	97 492 381,00	91 937 671,67	0,00	85 769 580,82	94,3%	7,2%
931	formation professionnelle	117 700 000,00	116 777 752,59	0,00	114 745 451,34	99,2%	1,8%
932	enseignement	84 140 000,34	80 326 337,95	0,00	75 902 460,05	95,5%	5,8%
933	culture sports et loisirs	24 910 300,00	22 799 750,39	0,00	23 005 434,92	91,5%	-0,9%
934	santé et action sociale	1 906 956,00	1 487 792,39	0,00	1 241 268,27	78,0%	19,9%
935	aménagement	2 916 000,00	1 400 460,42	0,00	940 035,06	48,0%	49,0%
937	environnement	19 348 297,00	15 336 767,01	0,00	14 503 895,50	79,3%	5,7%
938	transports	93 900 580,00	91 361 134,40	0,00	57 534 751,00	97,3%	58,8%
939	action économique	33 217 801,00	28 154 211,82	0,00	29 395 075,55	84,8%	-4,2%
opérations non ventilées		266 165 664,16	136 658 620,41	0,00	125 726 190,58	51,3%	8,7%
940	impositions directes	343 666,00	315 347,02	0,00	4 987,00	91,8%	6223,4%
941	autres impôts et taxes	2 240 000,00	2 239 725,61	0,00	5 739,79	100,0%	38921,0%
943	opérations financières	19 640 985,00	16 473 220,91	0,00	11 251 114,57	83,9%	46,4%
944	frais des groupes d'élus	509 352,00	411 429,58	0,00	441 852,21	80,8%	-6,9%
945	provisions	1 160 030,00	1 110 022,00	0,00	50 000,00	95,7%	2120,0%
946	transferts entre section	118 984 452,00	116 108 875,29	0,00	113 972 497,01	97,6%	1,9%
953	virement à la SI	123 287 179,16	0,00	0,00	0,00	0,0%	
total fonctionnement		741 697 979,50	586 240 499,05	0,00	528 764 143,09	79,0%	10,9%

Les réalisations de dépenses de fonctionnement s'élèvent à 586 240 499,05 € dont 470 131 623,76 € en mouvements réels et 116 108 875,29 € en mouvements d'ordre.

Le taux de réalisation des dépenses de fonctionnement est de 79,0% par rapport aux prévisions totales. Pour les seules dépenses en mouvements réels il est de 94,1 %.

Par rapport aux réalisations 2016, les dépenses de fonctionnement augmentent de 10,9 %. Pour les seules dépenses en mouvements réels, la progression est de 13,3 %.

3.2 – recettes de fonctionnement :

Les prévisions s'élèvent à 741 697 979,50 € dont 595 034 166,50 € en mouvements réels et 146 663 813,00 € en mouvements d'ordre.

chap	libellé	prévisions	réalisations	reports	2016	r/p	évol
opérations ventilées		140 144 700,00	154 438 019,15	0,00	99 316 434,93	110,2%	55,5%
930	services généraux	72 748 500,00	82 668 036,36	0,00	28 500 350,46	113,6%	190,1%
931	formation professionnelle	61 961 200,00	66 846 108,18	0,00	66 552 077,16	107,9%	0,4%
932	enseignement	1 400 000,00	1 834 305,66	0,00	1 897 522,39	131,0%	-3,3%
933	culture sports et loisirs	1 113 000,00	780 181,36	0,00	1 016 189,07	70,1%	-23,2%
934	santé et action sociale	0,00	10 744,05	0,00	0,00		
935	aménagement	139 000,00	614 636,28	0,00	0,00	442,2%	
937	environnement	0,00	30 591,24	0,00	83 056,28		-63,2%
938	transports	700 000,00	1 432 336,27	0,00	869 502,08	204,6%	64,7%
939	action économique	2 083 000,00	221 079,75	0,00	397 737,49	10,6%	-44,4%
opérations non ventilées		601 553 279,50	584 249 032,85	0,00	530 217 877,65	97,1%	10,2%
940	impositions directes	91 092 778,50	90 948 901,50	0,00	61 853 366,62	99,8%	47,0%
941	autres impôts et taxes	271 230 000,00	269 598 184,56	0,00	257 749 000,08	99,4%	4,6%
942	dotations et participations	92 162 196,00	92 609 444,46	0,00	87 766 028,00	100,5%	5,5%
943	opérations financières	404 492,00	304 549,59	0,00	2 681 359,03	75,3%	-88,6%
945	provisions	0,00	0,00	0,00	22 028,00		-100,0%
946	transferts entre sections	146 663 813,00	130 787 952,74	0,00	120 146 095,92	89,2%	8,9%
total fonctionnement		741 697 979,50	738 687 052,00	0,00	629 534 312,58	99,6%	17,3%

Les réalisations de recettes de fonctionnement s'élèvent à 738 687 052,00 € dont 607 899 099,26 €

en mouvements réels et 130 787 952,74 € en mouvements d'ordre.

Le taux de réalisation de ces recettes est de 99,6% par rapport aux prévisions de la section. Pour les seules recettes en mouvements réels il est de 102,2 %.

Par rapport aux réalisations 2016, les recettes de fonctionnement augmente de 17,3 %. Pour les seules recettes en mouvements réels, l'augmentation est de 19,3 %.

Pour comprendre cette augmentation il convient d'analyser les recettes, en mouvements réels, par grandes catégories.

	prévisions	réalisations	reports	2016	r/p	évol.
fiscalité	407 339 833,50	409 707 634,06	0,00	366 871 450,31	100,6%	11,7%
fiscalité directe	91 092 778,50	90 948 901,50	0,00	61 853 366,62	99,8%	47,0%
C VAE	49 957 496,00	49 957 496,00	0,00	23 505 501,00	100,0%	112,5%
IFER	3 570 000,00	3 536 351,00	0,00	3 553 113,00	99,1%	-0,5%
FNGIR	2 870 000,00	2 869 393,00	0,00	2 869 393,00	100,0%	0,0%
compensations	15 366 735,00	15 257 114,00	0,00	13 049 871,00	99,3%	16,9%
frais de gestion FLD	19 328 547,50	19 328 547,50	0,00	18 875 488,62	100,0%	2,4%
fiscalité indirecte	316 247 055,00	318 758 732,56	0,00	305 018 083,69	100,8%	4,5%
taxe carburants	128 754 000,00	126 894 982,00	0,00	125 080 897,00	98,6%	1,5%
OM région	101 192 000,00	97 994 317,38	0,00	95 060 274,39	96,8%	3,1%
taxe transport	2 400 000,00	2 422 395,35	0,00	2 197 061,45	100,9%	10,3%
taxe rhums	2 000 000,00	2 187 193,00	0,00	2 164 014,00	109,4%	1,1%
cartes grises	26 784 000,00	26 451 501,98	0,00	23 174 753,61	98,8%	14,1%
permis de conduire	1 100 000,00	1 426 141,76	0,00	1 164 216,00	129,6%	22,5%
taxe apprentissage	45 017 055,00	49 160 548,00	0,00	46 234 875,63	109,2%	6,3%
quote part TICPE	9 000 000,00	12 221 653,09	0,00	9 941 991,61	135,8%	22,9%
transferts	181 029 841,00	188 393 161,76	0,00	131 325 011,72	104,1%	43,5%
dotations	92 162 196,00	92 609 444,46	0,00	87 766 028,00	100,5%	5,5%
DGF forfaitaire	7 600 000,00	7 600 059,00	0,00	11 437 927,00	100,0%	-33,6%
DGF péréquation	7 300 000,00	7 264 757,00	0,00	7 264 757,00	99,5%	0,0%
DGD	69 170 000,00	69 220 451,00	0,00	69 063 344,00	100,1%	0,2%
autres	8 092 196,00	8 524 177,46	0,00	0,00	105,3%	0,0%
subventions	88 867 645,00	95 783 717,30	0,00	43 558 983,72	107,8%	119,9%
Europe	73 178 500,00	80 595 827,85	0,00	36 039 078,82	110,1%	123,6%
Etat	13 079 500,00	12 679 361,36	0,00	7 512 080,90	96,9%	68,8%
autres	2 609 645,00	2 508 528,09	0,00	7 824,00	96,1%	31962,0%
produits	6 664 492,00	9 798 303,44	0,00	11 191 754,63	147,0%	-12,5%
de gestion	6 564 492,00	8 064 306,22	0,00	7 681 989,11	122,8%	5,0%
financiers	100 000,00	194 077,57	0,00	249 833,44	194,1%	-22,3%
exceptionnels	0,00	1 539 919,65	0,00	3 259 932,08	0,0%	-52,8%
total RRF en MR	595 034 166,50	607 899 099,26	0,00	509 388 216,66	102,2%	19,3%

Les recettes réelles de fonctionnement de la collectivité reposent principalement sur les recettes fiscales (68% des prévisions) et les recettes de transferts (dotations État et subventions) (30% des prévisions).

Les recettes fiscales réalisées en 2017 s'élèvent à 409 707 634,06 €, en progression 11,7% par rapport à l'exercice 2016.

Les recettes fiscales directes représentent 15% des recettes réelles de fonctionnement et s'élèvent à 90 948 901,50 €. Elles se composent de la Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE), de l'Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER), du Fonds National de Garantie des

Ressources et compensations de fiscalité (FNGIR), des compensations ainsi que d'une fraction des frais de gestion sur fiscalité directe perçue par l'État. Il est à noter la progression de la CVAE de 112,5 % par rapport à l'année précédente, en raison du financement de l'activité transport de personnes, suite au transfert de compétence intervenu entre le département et la région.

Les recettes fiscales indirectes représentent 52 % des recettes réelles de fonctionnement et s'élèvent à 318 758 732,56 € en augmentation de 4,5 % par rapport à 2016.

Les dotations versées par l'État en 2017 s'élèvent 92 609 444,46 € et se composent de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) et de la Dotation Générale de Décentralisation (DGD). Elles augmentent de 5,5 % par rapport à 2016 en raison du premier versement de 8 080 643 € concernant le fonds de soutien exceptionnel aux régions en matière de développement économique. Par contre, la DGF forfaitaire baisse en raison de la contribution au redressement des finances publiques qui pour la Région s'élève à 3 837 868 € en 2017.

Les subventions perçues sur 2017 s'élèvent à 95 783 717,30 € et proviennent principalement de l'Europe (80,6 M€). La réalisation de cette catégorie de recettes représentait 43,6 M€ en 2016, en augmentation de 119,9 %. Le soutien de la Région Réunion au Plan 500 000 emplois a pour conséquence une progression de la subvention État de 68,8 % par rapport à l'exercice 2016.

Chap.	Libellé	prévisions	réalisations
930	FSE SUBVENTION GLOBALE 2007-2013	31 802 000,00	35 774 419,07
930	EUROPE - ASSISTANCE TECHNIQUE 2007-2013	130 000,00	0,00
930	EUROPE - ASSISTANCE TECHNIQUE 2014-2020	6 625 000,00	2 448 820,48
930	FSE SUBVENTION GLOBALE 2014-2020	31 110 000,00	38 680 889,92
930	INTERREG 2014-2020	111 500,00	614 690,87
931	FSE FORMATION PROFESSIONNELLE 2007-2013 HSG	0,00	1 385 334,70
931	FSE FORMATION PROFESSIONNELLE 2014-2020 HSG	2 000 000,00	1 481 432,81
932	POE 2014-2020 BOURSES DOCTORALES	0,00	210 240,00
939	FEP 2007-2013	1 400 000,00	0,00
s/total UE		73 178 500,00	80 595 827,85
931	PLAN 500 000 EMPLOIS	12 334 500,00	12 211 981,36
933	PARTICIPATION DE L'ETAT AU FONCTIONNEMENT DU CNR	150 000,00	15,00
933	PARTICIPATION DE L'ETAT AU FONCTIONNEMENT DU CNR	95 000,00	177 146,00
935	CNC - DEVELOPPEMENT CINEMA ET AUDIOVISUEL	0,00	290 219,00
939	CNC DEVELOPPEMENT CINEMA ET AUDIOVISUEL	500 000,00	0,00
s/total ETAT		13 079 500,00	12 679 361,36
931	FPSPP	2 609 645,00	2 483 528,09
935	PARTICIPATION AUTRES ORGANISMES	0,00	15 000,00
939	PARTICIPATION - AUTRES	0,00	10 000,00
s/total autres		2 609 645,00	2 508 528,09
total		88 867 645,00	95 783 717,30

Les produits enfin, dont la réalisation 2017 s'élève à 9 798 303,44 € sont pour l'essentiel des produits de gestion (cotisations CRR, participation pour la restauration et hébergement lycées, au financement des contrats CAE/CUI et contrats d'avenir, ...) ainsi que des produits exceptionnels (pénalités, reversements, ...).

4 – les réalisations en dépenses et recettes en section d'investissement :

4.1 - dépenses d'investissement :

4.1.1 – engagement :

Les autorisations de programme ouvertes en 2017 s'élèvent à 629 565 200,00 €.

ch.	fonctions	BP	prévisions	engagement	e/p	annulations	2016
900	services généraux	10 631 700,00	10 631 700,00	5 978 561,23	56,2%	4 653 138,77	7 527 841,48
901	formation professionnelle	39 900 000,00	39 600 000,00	37 035 040,56	93,5%	2 564 959,44	11 007 619,04
902	enseignement	85 211 500,00	85 954 640,00	83 462 620,85	97,1%	2 492 019,15	67 848 661,00
903	culture sports et loisirs	28 630 000,00	26 097 500,00	22 913 544,84	87,8%	3 183 955,16	13 925 492,57
904	santé et action sociale	100 000,00	400 000,00	47 865,66	12,0%	352 134,34	28 355,00
905	aménagement	33 887 000,00	35 876 360,00	28 544 041,12	79,6%	7 332 318,88	8 007 145,62
907	environnement	12 775 528,00	12 775 528,00	10 588 517,21	82,9%	2 187 010,79	9 067 825,84
908	transports	81 000 000,00	331 702 000,00	329 168 638,21	99,2%	2 533 361,79	122 856 487,76
909	action économique	45 027 472,00	86 527 472,00	82 527 219,65	95,4%	4 000 252,35	16 725 988,09
total AP		337 163 200,00	629 565 200,00	600 266 049,33	95,3%	29 299 150,67	256 995 416,40

Les engagements comptables effectués s'élèvent à 600 266 049,33 € soit un taux de réalisation de 95,3%.

Conformément au règlement budgétaire et financier de la collectivité, il est proposé de ne pas reporter les AP non engagées en fin d'exercice.

4.1.2 – mandatement :

Les prévisions de crédits de paiement en section d'investissement s'élèvent 1 160 720 428,39 € en mouvements budgétaires dont 1 014 056 615,39 € en mouvements réels et 146 663 813,00 € en mouvements d'ordre.

chap	libellé	prévisions	réalisations	reports	2016	r/p	évol
opérations ventilées		635 224 607,66	583 812 777,67	0,00	528 286 370,28	91,9%	10,5%
900	services généraux	7 933 727,30	4 385 249,12	0,00	5 870 115,14	55,3%	-25,3%
901	formation profession.	14 290 900,00	14 093 637,81	0,00	9 334 845,40	98,6%	51,0%
902	enseignement	99 446 463,19	99 076 776,16	0,00	99 962 946,94	99,6%	-0,9%
903	culture sports et loisirs	26 752 600,00	22 425 706,24	0,00	29 095 355,44	83,8%	-22,9%
904	santé et action sociale	266 000,00	26 509,00	0,00	46 432,46	10,0%	-42,9%
905	aménagement	26 926 054,30	17 849 905,27	0,00	7 757 790,21	66,3%	130,1%
907	environnement	14 047 471,17	10 696 721,76	0,00	7 294 970,67	76,1%	46,6%
908	transports	389 733 416,70	367 989 086,20	0,00	353 217 389,48	94,4%	4,2%
909	action économique	55 827 975,00	47 269 186,11	0,00	15 706 524,54	84,7%	201,0%
opérations non ventilées		525 495 820,73	257 999 145,97	0,00	564 135 737,40	49,1%	-54,3%
923	opérations financières	307 016 985,00	55 396 170,50	0,00	184 962 029,80	18,0%	-70,0%
925	opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	39 000 000,00		-100,0%
926	transferts entre section	146 663 813,00	130 787 952,74	0,00	120 146 095,92	89,2%	8,9%
001	solde d'exécution de la SI	71 815 022,73	71 815 022,73	0,00	220 027 611,68	100,0%	-67,4%
total investissement		1 160 720 428,39	841 811 923,64	0,00	1 092 422 107,68	72,5%	-22,9%

Les réalisations des dépenses en section d'investissement s'élèvent à 841 811 923,64 € dont 711 023 970,90 € en mouvements réels et 130 787 952,74 € en mouvements d'ordre.

Le taux global de réalisation des dépenses d'investissement est de 72,5% par rapport aux prévisions totales de la section. Pour les seules dépenses en mouvements réels et hors opérations non ventilées, il est de 91,9%.

Par rapport aux réalisations 2016, les dépenses d'investissement diminuent de -22,9%. Pour les seules dépenses en mouvements réels et hors opérations non ventilées, il est constaté une augmentation de 10,5.

4.2 – recettes d'investissement et restes à réaliser :

En opérations budgétaires, les prévisions de recettes en investissement pour 2017 s'élèvent à 1 160 720 428,39 € dont 918 448 797,23 € en mouvements réels et 242 271 631,16 € en mouvements d'ordre.

ch.	libellé	prévisions	réalisations	reports	2016	r/p	évol
opérations ventilées		263 387 600,00	256 157 384,33	693 778,00	130 526 790,55	97,3%	96,2%
900	services généraux	0,00	62 000,00		109 116,44		-43,2%
901	formation profes.	11 475 700,00	6 785 522,08		23 899,39	59,1%	28292,0%
902	enseignement	49 173 500,00	49 850 144,49		57 962 092,32	101,4%	-14,0%
903	culture sports et loisirs	0,00	106 217,57		1 084 787,76		-90,2%
904	santé et action sociale	0,00	0,00		0,00		
905	aménagement	0,00	0,00		222 214,08		-100,0%
907	environnement	2 550 000,00	2 017 597,98	693 778,00	0,00	79,1%	
908	transports	200 188 400,00	196 835 599,45		71 053 222,75	98,3%	177,0%
909	action économique	0,00	500 302,76		71 457,81		600,1%
opérations non ventilées		897 332 828,39	517 617 858,80	0,00	890 080 294,40	57,7%	-41,8%
921	taxes non affectées	2 980 000,00	2 072 918,89		3 079 607,92	69,6%	-32,7%
922	dotations et participations	57 000 000,00	59 665 895,13		49 154 696,96	104,7%	21,4%
923	opérations financières	590 385 689,23	339 770 169,49		684 873 492,51	57,6%	-50,4%
925	opérations patrimoniales	0,00	0,00		39 000 000,00		-100,0%
926	transferts entre section	118 984 452,00	116 108 875,29		113 972 497,01	97,6%	1,9%
951	virement de la SF	123 287 179,16	0,00		0,00	0,0%	
954	produit de cession d'immob.	4 695 508,00	0,00		0,00	0,0%	
total investissement		1 160 720 428,39	773 775 243,13	693 778,00	1 020 607 084,95	66,7%	-24,2%

Les réalisations s'établissent à 773 775 243,13 € dont 657 666 367,84 € en mouvements réels et 116 108 875,29 € en mouvements d'ordre.

Le taux de réalisation de ces recettes est de 66,7% par rapport aux prévisions de la section. Pour les seules recettes en mouvements réels il est de 71,6 %.

	prévisions	réalisations	reports	2016	r/p	évol.
dotations	46 910 000,00	46 911 036,00	0,00	46 911 036,00	100,0%	0,0%
DRES	46 910 000,00	46 911 036,00	0,00	46 911 036,00	100,0%	0,0%
fiscalité	2 980 000,00	2 072 918,89	0,00	3 079 607,92	69,6%	-32,7%
OM FRDE	2 980 000,00	2 072 918,89	0,00	3 079 607,92	69,6%	-32,7%
subventions	216 377 600,00	207 470 366,10	693 778,00	82 563 651,23	95,9%	151,3%
Europe	115 221 800,00	103 754 625,08	693 778,00	52 640 100,85	90,0%	97,1%
Etat	101 155 800,00	102 523 036,68	0,00	28 829 835,86	101,4%	255,6%
autres	0,00	1 192 704,34	0,00	1 093 714,52	0,0%	9,1%
autres recettes	61 795 508,00	61 441 877,36	0,00	50 206 800,28	99,4%	22,4%
FCTVA	57 000 000,00	59 665 895,13	0,00	49 154 696,96	104,7%	21,4%
cessions	5 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,0%	0,0%
autres	-204 492,00	1 775 982,23	0,00	1 052 103,32	-868,5%	68,8%
emprunt	489 615 519,74	239 000 000,00	0,00	464 117 646,00	48,8%	-48,5%
résultat antérieur	100 770 169,49	100 770 169,49	0,00	220 755 846,51	100,0%	-54,4%
total RRI	918 448 797,23	657 666 367,84	693 778,00	867 634 587,94	71,6%	-24,2%

Par rapport aux réalisations 2016, les recettes d'investissement diminuent de -24,2 %. Pour les seules recettes en mouvements réels, la diminution est de -24,2 %. Cette dernière est essentiellement due au poste emprunt (-48,5%) dont la prévision de 250 M€ en billets de trésorerie n'a pas été utilisée et au poste résultat antérieur (-54,4%). Il est noter, à contrario, que la participation de 100 M€ de l'AFITT au titre de la NRL est perçue pour la première fois.

Les restes à réaliser s'élèvent au total à 693 778,00 €. Ils doivent concerner des subventions attendues pour des dépenses correspondantes déjà réalisées :

Chap.	libellé	montant
907	POE FEDER 14/20 CES	693 778,00
total reports en investissement		693 778,00

5 – les écritures d'ordre budgétaires:

Les opérations d'ordre budgétaires non pas d'impact sur la trésorerie tout en contribuant à l'équilibre budgétaire et à la définition du résultat.

Elles s'équilibrent en dépenses et recettes et concernent pour l'essentiel les amortissements et l'autofinancement complémentaire.

Les prévisions budgétaires pour les écritures d'ordre s'élèvent à 388 935 444,16€. Conformément à la

réglementation budgétaire et comptable, l'autofinancement complémentaire (123 287 179,16€) est prévu mais n'est pas réalisé dans l'exercice.

De ce fait la section de fonctionnement dégage un résultat fortement positif et la section d'investissement un déficit. Une délibération spéciale, proposée par ailleurs, affectera en priorité le résultat de fonctionnement à la couverture du déficit d'investissement.

Les écritures d'ordre constatées en 2017 sont les suivantes :

chap.		dépenses		recettes	
		prévisions	réalisations	prévisions	réalisations
	fonctionnement	242 271 631,16	116 108 875,29	146 663 813,00	130 787 952,74
946	neutralisation amortissement			88 198 550,00	84 106 868,44
946	reprise subvention			58 465 263,00	46 681 084,30
946	différence sur réalisations immo.			0,00	0,00
946	amortissement	118 679 960,00	115 804 383,29		
946	différence sur réalisations	154 492,00	154 492,00		
946	cessions immobilisations	150 000,00	150 000,00		
953	autofinancement complémentaire	123 287 179,16	0,00		
	investissement	146 663 813,00	130 787 952,74	242 271 631,16	116 108 875,29
925	régularisation emprunt	0,00	0,00	0,00	0,00
926	neutralisation amortissement	88 198 550,00	84 106 868,44		
926	reprise subvention	58 465 263,00	46 681 084,30		
926	différence sur réalisations immo.	0,00	0,00		
951	autofinancement complémentaire			123 287 179,16	0,00
926	cessions immobilisations			150 000,00	150 000,00
926	différence sur réalisations			154 492,00	154 492,00
926	amortissement			118 679 960,00	115 804 383,29
	total	388 935 444,16	246 896 828,03	388 935 444,16	246 896 828,03

6 – rapprochement CA et trajectoire d'équilibre budgétaire :

La Région accompagnée du Cabinet FCL a actualisé sa Trajectoire d'Equilibre (TE) à l'horizon 2023 afin de poursuivre son projet de mandature et assurer ses missions réglementaires.

Par rapport à la trajectoire d'équilibre présentée en 2017 lors du BP 2018, et en complément de celle de 2012, les ratios prudentiels, que sont l'épargne et la capacité de désendettement, ont évolué depuis 2013 comme suit :

	TE 2012				TE 2017	CA Région				
	2013	2014	2015	2016	2017	2013	2014	2015	2016	2017
recettes réelles de fonctionnement	506,1	526,0	533,2	540,6	594,5	522,4	558,4	560,1	509,4	607,9
dépenses réelles d'exploitation	349,8	356,2	362,7	367,7	467,6	362,8	385,3	386,7	403,5	453,7
épargne de gestion	156,3	169,8	170,5	172,9	126,9	159,5	173,1	173,4	105,9	154,2
intérêts dette	9,5	9,5	12,3	13,7	18,1	10,1	9,2	8,5	11,3	16,5
épargne brute	146,8	160,3	158,2	159,2	108,8	149,4	163,9	164,9	94,6	137,7
remboursement dette	20,0	20,7	22,7	37,7	57,0	19,9	19,9	19,9	52,0	35,9
épargne nette	126,8	139,6	135,5	121,5	51,8	129,5	144,0	145,0	42,6	101,8
dépenses d'équipement	310,1	309,1	414,2	568,5	589,7	281,0	440,5	590,0	528,3	603,3
recettes propres d'investissement	163,5	108,3	143,0	213,7	313,3	154,0	104,0	176,8	182,8	317,9
recours à l'emprunt	19,8	61,3	175,1	193,9	195,6	0,0	62,4	299,0	331,1	239,0
fonds de roulement final	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	160,2	34,4	0,7	29,0	84,4
endettement	321,9	362,4	514,8	671,0	985,1	308,5	350,9	565,7	825,3	1 028,40
dette/EB	2,0	2,1	2,8	4,0	9,0	2,1	2,1	3,4	8,7	7,5

En résumé de l'exercice comptable 2017, et dans la continuité de l'exercice 2016, le fait marquant à retenir est la sensibilité du budget au retour des recettes liées aux préfinancement que la Région a accepté de prendre à sa charge (FSE, Plan 500 000 emplois, fonds de soutien exceptionnel aux régions en matière de développement économique ...). **Les évolutions de ces recettes réelles de fonctionnement sont donc à surveiller étroitement.**

De même, les dépenses de fonctionnement devront être rigoureusement maîtrisées au regard des obligations imposées par l'État (croissance maximale de 1,2 % des dépenses réelles de fonctionnement durant les trois prochaines années) ; à cet effet, **le respect de la Trajectoire d'Équilibre permettra de maintenir une capacité de désendettement dans les limites admises par les établissements financiers (BEI : 12 années).**

BUDGETS ANNEXES

1 – production et distribution énergie

Par délibération en date du 07/11/2013, le Conseil Régional a décidé de suivre dans un budget annexe les opérations de vente d'énergie produite par l'installation hydroélectrique des Bras des Lianes, la redevance d'occupation du domaine public versée par des prestataires privés au titre de la mise à disposition de toitures de certains lycées pour l'exploitation de panneaux photovoltaïques ainsi que les prochaines reventes d'électricité produite à partir des panneaux photovoltaïques du CPOI et de certains lycées, ceci afin de faciliter le suivi des opérations qui sont assujetties de plein droit à la TVA.

chap.	libellé	dépenses			recettes		
		prévisions	réalisations	reports	prévisions	réalisations	reports
011	charges à caractère général	328 345,44	28 194,69	0,00			
012	charges de personnel	20 000,00	17 818,46	0,00			
65	Autres charges gestion courante	100,00		0,00			
67	Charges exceptionnelles	100,00		0,00			
69	impôts	1 000,00		0,00			
70	redevance perçues				172 000,00	140 050,29	0,00
75	produits gestion courante				100,00		0,00
002	résultat de fonctionnement n-1				177 445,44	177 445,44	0,00
	total fonctionnement	349 545,44	46 013,15	0,00	349 545,44	317 495,73	0,00

Ce budget annexe dégage fin 2017, un résultat de fonctionnement de 271 482,58 €.

2 – interventions sous forme de DSP (musées régionaux)

Depuis le 1^{er} janvier 2014, les règles d'assujettissement à la TVA applicables aux collectivités qui mettent en affermage l'exploitation d'un service public ont été modifiées, de même que les modalités de récupération de la TVA payée lors de l'acquisition ou de la construction des équipements affermés.

Le nouveau dispositif prévoit que les collectivités qui mettent à disposition de leur délégataire, à titre onéreux (c'est à dire contre versement d'une redevance), les investissements nécessaires à l'exploitation du service, sont assujetties à TVA. Du fait de cet assujettissement, les collectivités doivent soumettre les redevances à la TVA. En contrepartie, elles pourront « récupérer » la TVA payée en exerçant directement leur droit à déduction.

La redevance annuelle perçue par la Région de la SPL Réunion des Musées Régionaux pour l'exploitation des structures muséales régionales entre dans le champ d'application de ce dispositif.

chap.	libellé	dépenses			recettes		
		prévisions	réalisations	reports	prévisions	réalisations	reports
002	résultat n-1				56 340,86	56 340,86	0,00
012	charges de personnel	50 000,00	35 445,01	0,00			
65	charges de gestion	100,00		0,00			
69	impôts	16 000,00		0,00			
75	produits de gestion courante				373 100,00	131 103,31	0,00
023	virement à la SI	363 340,86	0,00	0,00			
	total fonctionnement	429 440,86	35 445,01	0,00	429 440,86	187 444,17	0,00
021	virement de la SF				363 340,86		0,00
13	subventions d'investissement				0,00		0,00
16	emprunts et dettes	2 500 000,00		0,00	2 500 000,00		0,00
23	immobilisations en cours	363 340,86		0,00			0,00
	total investissement	2 863 340,86	0,00	0,00	2 863 340,86	0,00	0,00
	total DSP musées	3 292 781,72	35 445,01	0,00	3 292 781,72	187 444,17	0,00

Ce budget annexe dégage fin 2017, un résultat de fonctionnement de 151 999,16 €.

3 – transport

La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », confie de nouvelles compétences aux régions. Elle prévoit notamment le transfert de la compétence transport des départements aux régions à compter du 1er janvier 2017.

En matière de transports, la loi « NOTRe », dispose que :

- La compétence des « transports routiers interurbains », à la charge des départements, sera transférée aux Régions dès le 1er janvier 2017
- La compétence « transports scolaires » des départements est transférée aux régions à partir du 1er septembre 2017
- Les régions auront la possibilité de déléguer cette nouvelle compétence à des autorités organisatrices de second rang.
- Le transport adapté des élèves en situation de handicap reste à la charge des départements.

A l'occasion du transfert, une convention est signée entre le Département et la Région, pour les transports interurbains et pour les transports scolaires.

chap.	libellé	dépenses			recettes		
		prévisions	réalisations	reports	prévisions	réalisations	reports
011	charges à caractère général	22 908 000,00	22 296 335,42	0,00			
65	Autres charges gestion courante	11 092 000,00		0,00			
74	subventions d'exploitation				34 000 000,00	24 200 000,00	0,00
002	résultat de fonctionnement n-1				0,00	0,00	0,00
total fonctionnement		34 000 000,00	22 296 335,42	0,00	34 000 000,00	24 200 000,00	0,00

Ce budget annexe dégage fin 2017, un résultat de fonctionnement de 1 903 664,58 €.

BUDGETS CONSOLIDES : budget principal + budgets annexes

	dépenses		recettes		résultat consolidé
	prévisions	réalisations	prévisions	réalisations	
fonctionnement	776 476 965,80	608 618 292,63	776 476 965,80	763 391 991,90	154 773 699,27
budget principal	741 697 979,50	586 240 499,05	741 697 979,50	738 687 052,00	152 446 552,95
BA énergie	349 545,44	46 013,15	349 545,44	317 495,73	271 482,58
BA DSP	429 440,86	35 445,01	429 440,86	187 444,17	151 999,16
BA Transport	34 000 000,00	22 296 335,42	34 000 000,00	24 200 000,00	1 903 664,58
investissement	1 163 583 769,25	841 811 923,64	1 163 583 769,25	773 775 243,13	-68 036 680,51
budget principal	1 160 720 428,39	841 811 923,64	1 160 720 428,39	773 775 243,13	-68 036 680,51
BA énergie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
BA DSP	2 863 340,86	0,00	2 863 340,86	0,00	0,00
BA Transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total	1 940 060 735,05	1 450 430 216,27	1 940 060 735,05	1 537 167 235,03	86 737 018,76

Le budget consolidé dégage un résultat global de 86 737 018,76 € conforme à celui du compte de gestion 2017 de M. le Payeur Régional.

BUDGETS AUTONOMES

1 - PO FEDER (2014-2020)

Dans le cadre de sa fonction d'Autorité de Gestion pour le FEDER convergence 2014-2020, le Conseil Régional a décidé, par délibération en date du 17 octobre 2014 de suivre, dans un budget doté de l'autonomie financière, les opérations relatives aux fonds FEDER sous la nomenclature budgétaire et comptable M71 en valorisant la fonction 6.

A cette occasion le Conseil Régional a engagé comptablement une capacité d'engagement de 1 130,4 M€. L'exécution fin 2017 des prévisions de dépenses et recettes est la suivante :

chap.	libellé	dépenses			recettes		
		prévisions	réalisations	reports	prévisions	réalisations	reports
936	gestion des fonds européens	57 692 327,58	11 921 796,95	45 770 530,63	67 597 514,88	7 257 468,59	60 340 046,29
946	transferts entre section	18 249 458,91	18 249 458,91	0,00	18 249 458,91	18 249 458,91	0,00
002	résultat fonctionnement n-1	9 905 187,30	9 905 187,30	0,00			
total fonctionnement		85 846 973,79	40 076 443,16	45 770 530,63	85 846 973,79	25 506 927,50	60 340 046,29
906	gestion des fonds européens	357 550 541,09	102 166 575,36	255 383 965,73	307 325 288,07	104 325 790,84	202 999 497,23
923	dettes et autres opérations financières						
926	transferts entre section	18 249 458,91	18 249 458,91	0,00	18 249 458,91	18 249 458,91	0,00
001	résultat investissement n-1				50 225 253,02	50 225 253,02	0,00
total investissement		375 800 000,00	120 416 034,27	255 383 965,73	375 800 000,00	172 800 502,77	202 999 497,23
total budget FEDER		461 646 973,79	160 492 477,43	301 154 496,36	461 646 973,79	198 307 430,27	263 339 543,52

Ce budget autonome dégage fin 2017, un résultat de fonctionnement de (-) 14 569 515,66€ et un résultat d'investissement de 52 384 468,50€. Le déficit de fonctionnement sera reporté et équilibré dans le cadre du budget supplémentaire/DM1 de l'exercice 2018.

2 – PO - INTERREG V OI (2014-2020)

Dans le cadre de sa fonction d'Autorité de Gestion pour la gestion des fonds européens INTERREG V OI (2014-2020), le Conseil Régional a, par délibération en date du 10 avril 2015, décidé d'en assurer le suivi à partir d'un budget doté de l'autonomie financière sous la nomenclature budgétaire et comptable M71 en valorisant la fonction 6.

A cette occasion le Conseil Régional a engagé comptablement une capacité d'engagement de 63,2 M€. L'exécution fin 2017 des prévisions de dépenses et recettes est la suivante :

chap.	libellé	dépenses			recettes		
		prévisions	réalisations	reports	prévisions	réalisations	reports
936	gestion des fonds européens	16 371 809,43	2 411 165,94	13 960 643,49	16 511 852,26	1 923 845,31	14 588 006,95
002	résultat fonctionnement n-1	140 042,83	140 042,83	0,00	0,00	0,00	0,00
	total fonctionnement	16 511 852,26	2 551 208,77	13 960 643,49	16 511 852,26	1 923 845,31	14 588 006,95
906	gestion des fonds européens	3 238 147,61	0,00	3 238 147,61	1 343 426,00	0,00	1 343 426,00
923	dettes et autres opérations financières						
001	résultat investissement n-1				1 894 721,61	1 894 721,61	0,00
	total investissement	3 238 147,61	0,00	3 238 147,61	3 238 147,61	1 894 721,61	1 343 426,00
	total budget POCT	19 749 999,87	2 551 208,77	17 198 791,10	19 749 999,87	3 818 566,92	15 931 432,95

Ce budget autonome dégage fin 2017, un résultat de fonctionnement de (-) 627 363,46€ et un résultat d'investissement de 1 894 721,61€. Le déficit de fonctionnement sera reporté et équilibré dans le cadre du budget supplémentaire/DM1 de l'exercice 2018.